A2C
BULLETIN MENSUEL POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE
N° 12 PRIX LIBRE

# ON EST LÀ !

ON EST LÀ ! LE CHANT EMBLÉMATIQUE DES GILETS JAUNES RÉSONNE MAINTENANT DANS LES MANIFS, POUR "L'HONNEUR DES TRAVAILLEURS, ET POUR UN MONDE MEILLEUR" ! IL EST AUSSI REPRIS COMME SLOGAN POUR LA MARCHE DES SOLIDARITÉS DU 21 MARS, QUI APRÈS LA MARCHE CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES LE 14, VIENDRA PONCTUER UN MOIS DE MARS RÉSOLUMENT ANTIRACISTE ET ANTIFASCISTE ! ON EST LÀ, ET CE N'EST PAS PRÈS DE S'ARRÊTER !

Nous entrons dans le 3ème mois de mobilisations contre la réforme des retraites, et cette détermination est déjà historique. Bien sûr nous rencontrons des difficultés, et les taux de grève sont en baisse. Bien sûr, la RATP et la SNCF ont repris le travail, oui mais ils restent toujours mobilisés pendant les temps forts. Mais ce qui est aussi sûr c'est que depuis 3 mois, partout se lèvent des enseignant.es, cheminot.es, chômeur.ses, étudiant.es, salarié.es du privé,... pour aller sur les piquets de grèves des éboueurs, des bus, des lycées... Ce qui est sûr aussi, c'est que, tous les jours, dès que le président, un.e membre du gouvernement ou de LREM sort, il ou elle est poursuivi.e par les manifestant.es. Ce qui est sûr aussi, c'est que le mouvement a obtenu sa première victoire : il a infligé un grand coup politique à cette contre-réforme . Ce qui a permis que ce mouvement continue et soit aussi dynamique malgré sa durée c'est bien les cadres d'organisation à la base. Grâce à cette organisation à la base, les militant.es de la grève cherchent à se tourner vers l'extérieur, et c'est bien ça l'enjeu : toujours aller chercher à convaincre plus de gens de rejoindre la mobilisation et de se mettre en grève.

## LES INTERPRO C'EST SUPER CLASSE !

Dans les quartiers, les interpro permettent de regrouper les militant.es de la grève et d'organiser la grève à l'échelle du quartier. En effet, le sens de ces interpro est de permettre à tou.tes de pouvoir construire la grève même s'iel est isolé.e sur son lieu de travail, mais aussi de faire se rencontrer les différent.es usager.es et travailleur.ses du quartier. Par exemple, la mobilisation sur les lycées, portée par la dynamique du mouvement, mais aussi sur des revendications propres (réforme du bac, baisse des effectifs...), les élèves, les parents et les enseignant.es se retrouvent ensemble pour lutter contre le bac au rabais que leur propose Blanquer et annuler les E3C (épreuves de contrôle continue qui enterrent le caractère national du bac). Cette rencontre n'est pas anodine. En effet, ce sont les acteurs de l'école qui (re) discutent ensemble de quelle école pour demain. C'est aussi ça la démocratie réelle. Les acteurs décident. Et passent à l'action. Tous et toutes ensemble. On voit, depuis quelques temps, apparaître, des cadres de coordination de ces interpro. S'il est nécessaire de se coordonner pour mieux construire le mouvement et avoir nos propres lieux d'échange et d'information, se coordonner pour centraliser la lutte par en haut, au lieu de construire à la base, c'est non !

Le mouvement prend une nouvelle forme avec l'ancrage de revendications sectorielles notamment dans l'enseignement, cependant il n'y aura pas de raccourcis. Ce n'est ni en se repliant sur des revendications catégorielles sans les connecter au mouvement général, ni en cherchant à regrouper les plus déterminé.es que nous allons réussir à rallumer les braises encore incandescentes de ce mouvement. Non, il nous faut, au contraire, toujours regrouper plus de monde à la base, et construire des cadres qui permettront d'aller chercher à convaincre plus de monde. Avec l'auto-organisation et la démocratie dans le mouvement comme points de repère, seuls moyens pour convaincre dans la durée de s'organiser. C'est ce que permettent les interpros.

## UN MOUVEMENT QUI VIENT DE LOIN… ET QUI IRA LOIN !

En effet, depuis 2016 et le mouvement contre la loi travail, nous sommes en mouvement quasi permanent : 2016, loi travail ; 2018, gilets jaunes, étudiant.es, SNCF et 2019 le mouvement des retraites. Nous n'avons pas fini d'en finir avec leur monde. Le mouvement est loin d'être fini ou même perdu. Le gouvernement et toute la classe dirigeante se retrouvent en grande difficulté. Plus haut, nous parlions des membres du gouvernement et élus LReM qui ne pouvaient pas sortir sans être face à des manifestant.es, mais nous pourrions aussi parler des sondages de satisfaction autour du gouvernement et du président qui sont au plus bas. Nous pourrions aussi parler des sondages d'opinion où le soutien à la mobilisation contre la réforme des retraites augmente encore et surtout des plus de 61% de la population opposé.es à la réforme des retraites. Mais tout cela ne suffirait pas à comprendre la crise politique qui s'ouvre. A A2C, nous analysons depuis quelques temps qu'il y'a une polarisation de plus en plus importante, avec, d'un côté, une classe dirigeante (nationale et internationale) qui essaye de faire face à une crise économique d'ampleur et qui cherche, par tous les moyens nécessaires, à rétablir ses taux de profits, et, de l'autre côté, les travailleurs et travailleuses, qui font face à ces politiques néolibérales qui dégradent tous les jours un peu plus les conditions de vies de toutes et tous.

Nous avons donc une classe dirigeante qui essaye d'avancer vite et fort et que seul un mouvement d'ensemble qui regroupe l'ensemble des travailleur.es arrêtera. C'est vrai en France, mais pas seulement. Quand on regarde l'état du monde et des mobilisations, on voit bien qu'il y a un affrontement au niveau mondial. Que ce soit au Chili, au Liban, en Algérie, à Hong-Kong… les travailleur.ses tiennent tête face aux réformes néo-libérales de plus en plus décomplexées, et ce de manière massive et déterminée. Pour revenir à la France, la crise politique se creuse avec y compris des désaccords au sein même de la classe dirigeante : le conseil d'etat qui retoque la réforme des retraites et les tripatouillages électoraux de Castaner, mettant en difficulté la majorité présidentielle. Le MEDEF qui demande à Macron de calmer député.es et ministres trop zélé.es. Les médias mainstream qui ne peuvent plus faire l'impasse sur les violences policières…

Sous les coups de boutoir de ce formidable mouvement par en bas, ça craque là haut.

## NE NOUS FAISONS AUCUNE ILLUSION : IL N'Y AURA PAS DE RACCOURCI POUR FAIRE TOMBER CE GOUVERNEMENT!

Ils avancent leurs politiques, mais nous aussi. Il n'y aura pas de raccourci au fait de convaincre toujours plus de monde d'entrer dans la mobilisation et de se mettre en grève. Nous sommes loin de la défaite, notre classe s'organise tous les jours un peu plus dans des cadres d'auto-organisation, pousse les directions syndicales à maintenir la grève et à chercher à toujours l'étendre.

Notre alternative à leur système et leur monde émerge au sein de nos cadres de mobilisation. Et même si la grève semble prendre un petit coup de mou, les cadres d'organisation restent très actifs et, comme le disait un copain de la RATP, « on est sur un tas de braise il suffit de resouffler un coup dessus ». Malgré la répression et les violences policières, les intimidations des grévistes, les tentatives de procédure accélérée au parlement (refusées par les sénateur.rices, c'est dire !), le mouvement s'ancre dans de nouveaux secteurs et le gouvernement s'enkyste dans une version de plus en plus autoritaire de leur pseudo-démocratie.

Nous ne voulons pas juste le retrait de la réforme et c'est bien ce que montre la profondeur de ce mouvement et l'ancrage de revendications sectorielles, nous voulons TOUTE LA BOULANGERIE, comme dirait l'autre. Nous ne voulons pas seulement le retrait de la réforme du bac ou autre, nous voulons tout changer, nous voulons décider pour nous-mêmes. Nous ne voulons plus de ces clowns au service des banques, assureurs et autres grandes entreprises qui veulent nous faire trimer jusqu'à la mort. Ce pouvoir ne tiendra pas. Chouchou des riches, mais incapable de maîtriser la situation, Macron n'est sans doute plus la « bonne » carte pour la classe dirigeante. D'où la multiplication des crises internes à sa majorité y compris dans leurs formes les plus vaudevillesques.

Mais il s'agit moins que jamais d'être complaisant.es. Quels que soient les détours par lesquels la classe dirigeante essaiera de reprendre la main, cela passera par le renforcement des pouvoirs, notamment répressifs, de l'Etat et par des tentatives d'y faire adhérer une partie de la population via le nationalisme et le racisme. Cela a déjà commencé d'ailleurs. En pleine tourmente, Emmanuel Macron lui-même est en train de planifier une offensive sur le terrain de « l'immigration et de la lutte contre le séparatisme islamique ». Marine Le Pen, qui ne s'y trompe pas, vient d'ailleurs d'annoncer sa candidature… pour les présidentielles de 2022 !

Voilà pourquoi la mobilisation du 21 mars contre tous les racismes prend une importance particulière cette année. Au-delà de l'importance en soi de la lutte aux côtés des migrant.es dont la situation est de plus en plus catastrophique, c'est tout le mouvement de contestation qui est en jeu. Car l'avenir sera de plus en plus dominé par ce qui se mettra à dominer dans la majorité de la population : solidarité de classe contre le Capital et l'Etat – donc internationalisme et antiracisme – ou soutien à un Etat fort sur des bases racistes et nationalistes.

La situation est ouverte. Une marche contre les violences policières est en cours d'organisation pour le 14 mars qui enregistre un soutien impressionnant (sportif.ves, artistes, personnalités politiques, syndicales et intellectuelles). Et la mobilisation est lancée pour une nouvelle Marche des Solidarités le 21 mars dont les principales lignes sont contre le racisme et le fascisme, stop islamophobie et « ouvrez les frontières ».

L'an dernier, le 16 mars avait permis un début de convergence entre manifestation pour le climat, mouvement des Gilets Jaunes et Marche des Solidarités. Les cortèges de sans-papiers et de familles de victimes des violences policières racistes avaient ainsi pris la tête d'une manifestation de 100 000 dans les rues de Paris. Difficile de prédire quelle forme prendront les choses cette année. Les manifestations du 14 et du 21 mars auront lieu à la veille des deux tours des élections municipales. L'affiche pour le 21 mars reprend le slogan des Gilets Jaunes devenu significativement l'hymne du mouvement de grève : « On est là !». Repris dans la lutte contre le racisme et le nationalisme, son contenu pourrait devenir le cri d'une révolte globale de classe.

SB

# RETOUR DE LA CRISE ? PARTIE 2 : LE CAPITALISME ZOMBIE

CET ARTICLE FAIT SUITE À UNE PREMIÈRE PARTIE PUBLIÉE DANS LE BULLETIN PRÉCÉDENT, ET QUI DÉVELOPPAIT LES MÉCANISMES PERMETTANT DE COMPRENDRE LA CRISE ACTUELLE, DE LA CHUTE DES TAUX DE PROFIT À LA FIN DES ANNÉES 60 À LA CRISE DES SUBPRIMES DE 2008.

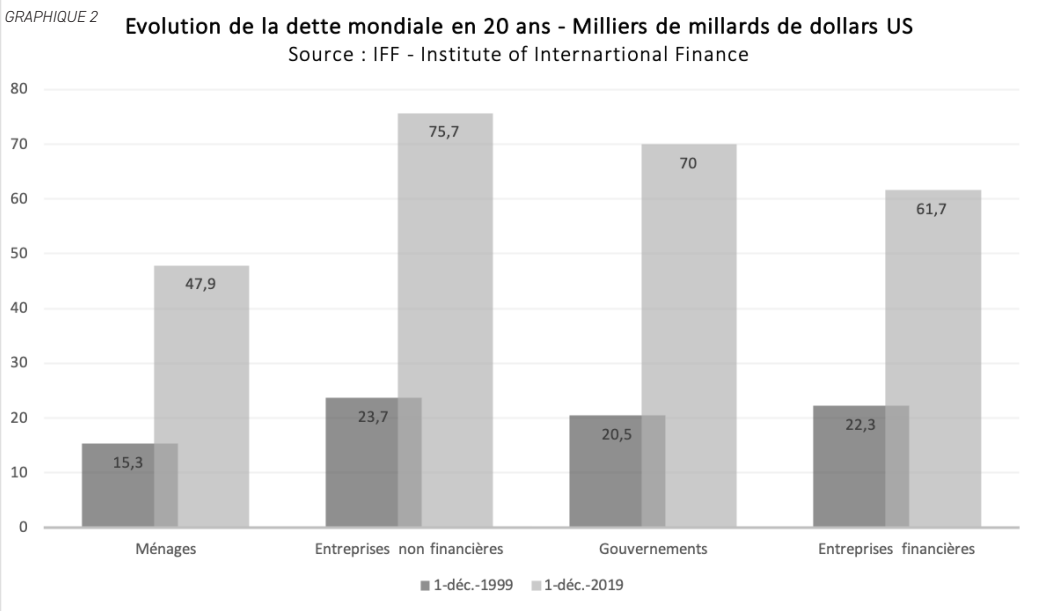
La classe dirigeante ne peut pas résoudre la crise du système capitaliste. Si on a laisse faire, ce sera une catastrophe pour nous tou.te.s. Le 7 septembre 2008, en pleine crise des subprimes, l'administration américaine procède à ce qu'un économiste et ancien conseiller à la Maison blanche, Nouriel Roubini, nommera « la plus grande nationalisation de l'histoire de l'humanité », à savoir le sauvetage de deux géants liés aux crédits hypothécaires (crédits immobiliers accordés en contrepartie de l'hypothèque du bien, à l'origine du montage financier des subprimes). Une semaine plus tard, les marchés financiers paniquent suite à la plus grosse faillite de l'histoire, celle de Lehman Brother, qui provoque des dégâts économiques importants. Deux jours plus tard, le gouvernement américain met 85 milliards de dollars sur la table pour sauver AIG, le premier assureur du pays. Cette séquence montre à quel point la classe dirigeante s'est trouvée désemparée. L'orthodoxie néolibérale prônée depuis plus de 30 ans et selon laquelle la concurrence libre et non faussée assure le fonctionnement optimal de l'économie aurait dû conduire les États à laisser les banques et les entreprises les moins rentables faire faillite pour permettre aux survivantes de les racheter à bas prix et voir ainsi leur taux de profit restauré. Mais elle s'est crashée sur la réalité des « too big too fail », c'est-à-dire des banques et entreprises dont la taille est telle que leur faillite entraîne des pans entiers de l'économie dans leur chute. Dans une économie concurrentielle, aucune entreprise, aucun État, n'est prêt à perdre si d'autres peuvent y gagner. Dans le sillage des USA, aucun autre État n'a donc fait le choix de purger le système en laissant ces faillites opérer. Ils ont à l'inverse mis en œuvre des moyens exceptionnels pour sauver les banques et relancer l'activité économique. Le problème, c'est que les entreprises et les banques ont utilisé ces dizaines de milliers de milliards pour spéculer, créant à nouveau des bulles financières dans différents secteurs. La crise des subprimes était le résultat des profits faramineux réalisés sur le marché du crédit hypothécaire. Lorsque ce marché s'est écroulé, en 18 mois, 3 millions de ménages américains ont été dépossédés de leur maison. Et l'État leur a demandé de payer les pertes subies par ces mêmes capitalistes, pour leur permettre de recommencer : entre 2010 et 2018, les prix dans l'immobilier commercial ont augmenté de 100% et le prix des maisons a progressé de près de 50% (1). Le stade actuel de l'économie capitaliste est donc caractérisé par une impasse : les États sont confrontés au dilemme entre intervenir pour tenter d'empêcher la crise mais en utilisant des moyens qui rendront la suivante plus grave encore, ou laisser les entreprises géantes faire faillite, au risque d'entraîner une crise d'ampleur supérieure à celle des années 1930.

## ÇA N'A PAS MARCHÉ, ALORS ILS FONT PAREIL

Malgré la violence de la crise de 2008, qui a révélé la dangerosité du système capitaliste et des dégâts sociaux qu'il pouvait provoquer, les États ont poursuivi les politiques d'austérité contre les travailleur.se.s pour augmenter les profits des entreprises, en espérant qu'elles recommenceraient à investir, à embaucher et que la croissance repartirait. Dans le même sens, les banques centrales ont favorisé les profits bancaires par le biais de leur taux directeur nul (taux auquel elles prêtent aux banques) et de programmes d'assouplissement quantitatif (jargon pour cacher la réalité de ces programmes : l'utilisation de la planche à billets pour racheter aux banques des titres liés aux crédits qu'elles accordent). 2600 milliards d'euros ont ainsi été injectés sur le marché européen par la BCE entre le lancement de ce programme en 2015 et son arrêt fin en décembre 2018, deux fois le budget de l'Etat français pour chaque année. Or, ces montants faramineux de profits et de dettes, les capitalistes ne les ont pas utilisés pour la production - les perspectives de retour sur investissement (taux de profit) leur apparaissant trop faibles - mais pour s'enrichir encore plus dans la finance. La croissance des actifs financiers mondiaux donne une image de ce phénomène (*graphique 1*) :

A chaque crise, il est en de même. Les problèmes causés par une bulle financière dans les années 1980 ont été temporairement surmontés par une bulle financière plus importante au milieu des années 1990, et les problèmes qui en ont découlé ont été surmontés par la bulle encore plus importante qui a explosé en 2008. Les banques, les fonds d'investissement et les fonds spéculatifs ont réalisé d'énormes profits en prêtant comme jamais, tandis qu'on nous demandait ensuite de nous serrer la ceinture pour payer la facture. A chaque fois, le niveau moyen d'endettement qui en a découlé est devenu plus important, permettant aux gens d'acheter des choses qu'ils n'auraient pas pu se permettre autrement, et cela a permis aux entreprise de trouver des marchés. A chaque fois, la suite a été pire.

GRAPHIQUE 2



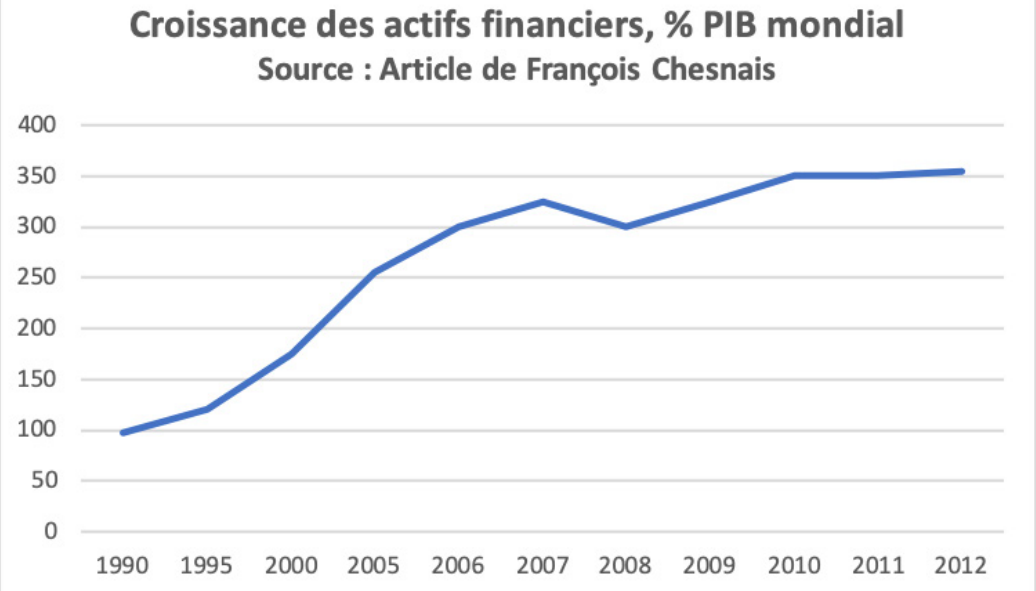

## UN NIVEAU D'ENDETTEMENT INSOUTENABLE

Aujourd'hui, tous les analystes économiques craignent un nouvel effondrement du système financier, qui ne manquerait pas d'affecter le reste de l'économie. Le niveau d'endettement, public comme privé, devient insoutenable (impossible à rembourser). Rapporté au PIB mondial, il n'a jamais été aussi élevé, plus encore qu'avant la crise de 2008, passant selon le FMI de 200% du PIB en 2007 à 230% fin 2019 (*graphique 2*).

Cela met certains États au bord de la faillite, c'est-à-dire dans l'incapacité de faire face aux échéances de règlements des dettes. En Argentine, fin 2019, le nouveau président décide de repousser une échéance de remboursement de 9 milliards de dollars afin d'essayer entre-temps de redresser la situation économique du pays. L'Italie a actuellement une dette de 2 300 milliards d'euros (130% du PIB) et des relations tendues avec l'UE qui alimentent le risque d'un défaut de paiement. L'État italien devient donc à la merci de ses créanciers qui pourraient mettre le pays en difficulté s'ils décidaient d'augmenter les taux. Ce n'est pas sans rappeler le cas de la Grèce, à ceci près que l'Italie constituant la troisième puissance économique de la zone euro, les conséquences seraient bien plus importantes sur le reste de l'Europe.

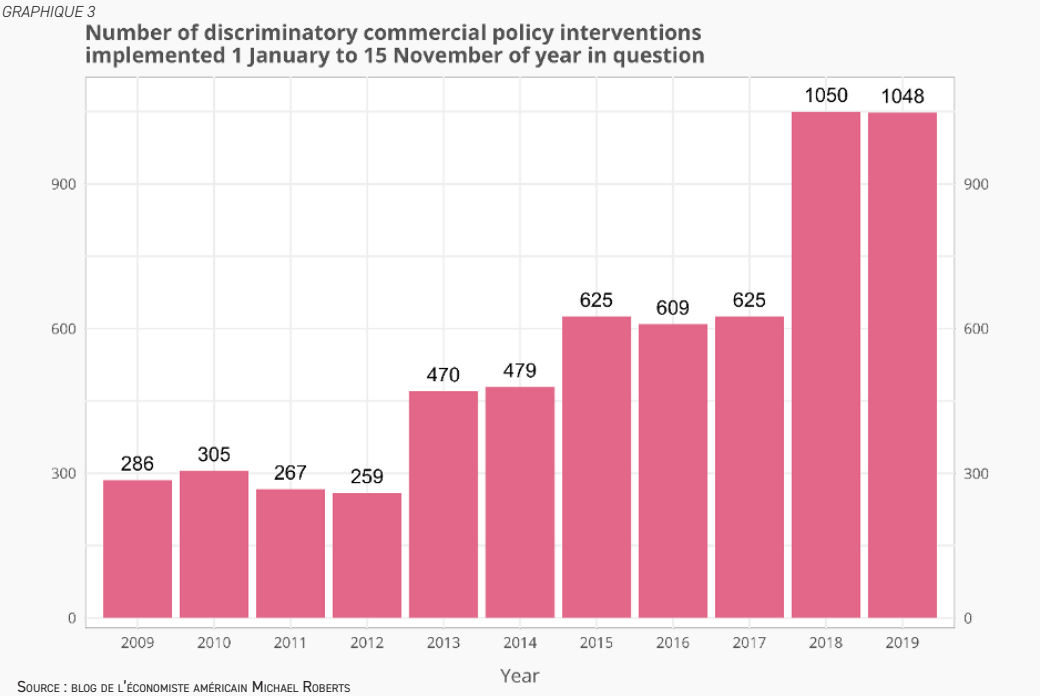
Partout, les taux d'intérêt réels négatifs (en tenant compte de l'inflation, les emprunteurs remboursent moins que le montant de leur prêt !) ont incité les entreprises à emprunter, parfois jusqu'au surendettement, et ont conduit à la prolifération des « firmes zombies ». Il s'agit d'entreprises non rentables, qui ne pourraient pas survivre en temps normal car leurs profits sont insuffisants pour couvrir ne

GRAPHIQUE 1



serait-ce que les intérêts de leur dette mais qui, dans ce contexte général de perfusion d'argent public, parviennent à se maintenir. Selon de récents chiffres de la Banque des règlements internationaux (BRI), le taux de firmes zombies est passé de 1% en 1990 à 12% en 2016 au sein des pays de l'OCDE, et ces chiffres ne concernent que les entreprises cotées en bourse. Dans la zone euro, la BCE estime qu'autour de 30% des TPE-PME sont déficitaires. En France, le taux d'endettement des entreprises est devenu le plus élevé de la zone euro. Fin 2019 le FMI publie un rapport qui tire le signal d'alarme du surendettement des entreprises : « En cas de ralentissement marqué de l'activité, dans le plus sombre des scénarios, 40 % de la dette des entreprises dans les huit plus grandes économies, soit 19 000 milliards de dollars [17 000 milliards d'euros], seraient exposés à un risque de défaut, soit plus que le niveau observé durant la dernière crise financière ». Mais ce système se trouve pris dans un cercle vicieux : même si les banques savent qu'elles n'ont quasiment aucune chance d'être remboursées, elles préfèrent continuer à accorder des prêts car un défaut de paiement sur la totalité des emprunts peut représenter une perte trop lourde à assumer. Et les banques centrales ne peuvent plus augmenter significativement les taux d'intérêt sans risquer de causer une vague massive de faillites d'entreprises.

GRAPHIQUE 3




Source : blog de l'économiste américain Michael Roberts

## LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES DANS UNE IMPASSE

Pour pouvoir retrouver un peu de marge de manoeuvre en cas de nouvelle crise, la Fed (banque centrale américaine) avait bien essayé de le faire. Mais quand elle décide de remonter son taux directeur - de façon précautionneuse - à partir de décembre 2015, les faillites d'entreprises ont atteint un nombre jamais vu depuis 2008 ; après l'euphorie des profits faciles, cette douche froide fait également chuter plusieurs fois le Dow Jones, si bien que la Fed a dû annoncer fin 2018 l'arrêt de cette orientation et avec elle son incapacité à dévier la trajectoire du Capital qui nous mène dans le mur.

L'instabilité économique est maintenant également liée aux tensions politiques que cette situation provoque. « Je pense que la Fed est devenue dingue » et que son président est « incompétent » dira Trump face à cette décision de remonter le taux directeur, lui reprochant de désavantager le capitalisme américain face aux concurrents. La concurrence, toujours. Celle qui amène également au développement des mesures protectionnistes pour assurer des débouchés à des entreprises de plus en plus en difficulté (*graphique 3*).

Sur leur nombre qui a explosé, la guerre commerciale que se livrent les USA et la Chine ne correspond qu'à 23% du total des mesures recensées entre 2017 et 2019, et les mesures de représailles à la politique protectionniste de Trump ne représentent que 14 des 73 mesures prises par l'Union européenne durant la même période...

## ONT-ILS D'AUTRES SOLUTIONS ?

Déjà, lors de la crise de 1929, les actions gouvernementales n'avaient pas suffi à résorber la crise. L'économiste J.K. Galbraith résume ainsi la situation : « La Grande Dépression des années trente ne s'est jamais terminée. Elle a seulement disparu dans la grande mobilisation des années quarante ». Comprenons bien : Galbraith parle de l'économie de guerre, de la seconde guerre mondiale et de l'holocauste, de 60 millions de morts. Certaines estimations indiquent qu'il aura fallu la destruction de 20% du capital mondial pour que l'économie reparte. Dans un article comparant la crise des années 30 et celle de 2007-2008, Chris Harman développe quant à lui l'analyse suivante :

Dans les deux cas le capital était confronté à un taux de profit inférieur à ce qu'il était vingt ou trente ans plus tôt. Dans les deux cas il avait réussi, dans les années précédant la crise, à réduire la part des salaires dans le revenu national et à empêcher un effondrement de la profitabilité. Dans les deux cas cela avait suffi pour produire un certain niveau (...) d'investissement productif, mais pas à une échelle assez importante pour absorber toute la plus-value créée dans les cycles de production antérieurs. Dans les deux cas l'écart entre l'épargne et l'investissement, qui aurait autrement conduit à des pressions récessionnistes, avait été comblé par un investissement improductif et des dépenses spéculatives, même si cela avait pris des formes différentes.(...) Dans les deux cas l'internationalisation de la finance au cours des années précédentes (...) faisait que cette crise était une crise mondiale.

Il y a, cela dit, des différences beaucoup plus significatives entre la situation au début de la crise actuelle et celle de 1929. (...) Les plus grandes firmes financières et industrielles opèrent à une échelle bien plus élevée que pendant les années de l'entre-deux-guerres, et par conséquent la charge sur les gouvernements qui organisent les sauvetages est disproportionnée.

Autant dire que la barbarie à laquelle conduit ce système ne sera stoppée que si nous parvenons à le renverser.

*1. Les sources ainsi que les références bibliographiques figurent sur la version mise en ligne.*

VANINA GIUDICELLI

# C'EST EN BAS QUE ÇA SE PASSE ! RETOUR SUR LES INTERPROS 18È ET 20È

DES MILITANT.E.S D'A2C SONT IMPLIQUÉ.E.S DANS LA CONSTRUCTION D'ASSEMBLÉES INTERPROS DANS LES QUARTIERS OÙ NOUS MILITONS. SANS PRÉTENDRE PARLER AU NOM DES INTERPROS ET DE LEURS MEMBRES, NOUS AVONS ÉCRIT CET ARTICLE POUR TRANSMETTRE CE QUI EST À NOTRE AVIS UNE EXPÉRIENCE PRÉCIEUSE POUR NOTRE CLASSE.

Le mouvement que nous connaissons actuellement est exceptionnel par sa durée, son enracinement profond dans les secteurs qui portent ou ont porté la grève reconductible et le soutien grandissant dont il bénéficie dans la population. Le marathon préparé par les militant.e.s de la SNCF et de la RATP dès cet été s'est muté en course de relais. L'un des ressorts de cette fantastique vivacité est son ancrage territorial grâce aux nombreuses assemblées interprofessionnelles qui se sont développées sur tout le territoire, inventant un lien inédit entre AG de grévistes en reconductible, coordination au niveau d'un secteur et interventions des activistes de la grève sur un territoire...

PHOTO : Ô PHIL DES CONTRASTES

## UNE INTERPRO POUR TOUTE LA CLASSE !

Dans le 20è, c'est à l'appel de la coordination du 1er degré de l'Education nationale que s'est tenue, le 12 décembre dans une école de la rue des Pyrénées une première Assemblée interpro. Elle a réuni plus d'une centaine de personnes avec des représentant.e.s des AG de grève du dépôt de bus de Lagny et de la ligne 3 du métro, des grévistes en reconductible de l'éducation, de la Protection juridique de la jeunesse, des impôts, des salarié.e .s du privé, des intérimaires avec ou sans papier, des chômeur.euses, et quelques heureu.s.es retraité.es. Dans le 18è, l'interpro est née de la volonté des grévistes de l'éducation, de militant.e.s de l'UL CGT locale, de grévistes de l'énergie et de la RATP ainsi que de militant.e.s du quartier. Plusieurs secteurs en lutte se sont depuis joint à l'assemblée qui se réunit chaque semaine à l'UL CGT, comme les avocat.e.s, les étudiant.e.s, les travailleur.se.s de la santé, des soutiens de grévistes de l'Ibis Batignolles, etc. Chacun.e raconte le formidable élan de la grève dans son secteur, sans cacher les difficultés auxquelles elle se confronte pour s'élargir et s'ancrer dans la durée par la reconductible, sans oublier de prendre le temps d'expliquer les attaques spécifiques à chaque secteur qui nourrissent la colère et la rage de faire plier ce gouvernement. Mais l'assemblée est aussi un lieu d'actions collectives sur le quartier qui visent les symboles macronistes locaux, la palme allant à l'interpro 20è et sa « disruption » de voeux de la maire LREM Calandra, ou la volonté de s'adresser à des lieux de travail du quartier, pour construire des liens de classe et aider à étendre la grève là où c'est possible (diffusions de tracts à Enedis, la Poste, des Ehpad, des cantines de la mairie, etc), aller prêter main forte à tel ou tel piquet, organiser des soirées pour remplir les caisses de grève, sans oublier les départs communs, occasion de rejoindre les manifestations déclarées par le biais d'une manifestation sauvage dans le quartier derrière la bannière de l'interpro.

Toutes ces actions amplifient la voix du mouvement, mais permettent aussi de (re)construire le collectif, de générer cette confiance des un.e.s envers les autres si nécessaire pour faire front par notre classe et pour notre classe, contre l'Etat, les médias et les patrons. C'est donc un collectif né de la lutte telle qu'elle se présente réellement, né de la volonté des grévistes et des militant.e.s de terrain, non pour se substituer

au mouvement réel mais au contraire pour le renforcer, l'enraciner et l'étendre. Car dans cette situation si particulière, où nous ne sommes pas encore assez fort.e.s pour vaincre, mais déjà trop fort.e.s pour être aplati.e.s sous leur rouleau compresseur, les grandes batailles sont encore à venir, encore à construire. Si l'esprit de la grève à triomphé de l'esprit de Noël, c'est grâce à la détermination sans faille des grévistes des transports, à l'impact symbolique de certains secteurs en grève (artistes, avocats,...) mais aussi à l'agitation politique et sociale (actions, manifestations, retraites aux flambeaux, jets d'outils de travail, ...) permanente pendant les vacances de fin d'année et les cérémonies de vœux. Alors que l'intersyndicale pratiquait la trêve que les grévistes refusaient, entre le 17 décembre et le 14 janvier, les interpros ont aidé à ancrer la grève sur les territoires. Et donc dans la durée.

D'emblée l'assemblée interpro ne s'est posée ni en concurrence ni en coordination artificielle des assemblées de grévistes et des coordinations de secteur. Elle est là pour échanger les informations, mutualiser les pratiques, regrouper et répartir nos forces sur les piquets, permettre à tou.tes de s'investir dans le mouvement, gagner en confiance pour aller convaincre collègues, voisin.e.s, ami.e.s de la nécessité de la grève, des manifs, des actions. Les interpros peuvent proposer un cadre qui permette à tous les secteurs de notre classe de s'investir dans le mouvement et dépasser la «grève par procuration » à la 95. En effet, se reposer sur les seuls prétendus « secteurs stratégiques » sans chercher à impliquer toujours plus de monde revient à abandonner la majorité de notre classe en rase campagne, à faire croire qu'il ne sert à rien d'étendre la grève car ils et elles ne seraient pas en capacité de « bloquer le pays » immédiatement.

## SECTEURS STRATÉGIQUES OU STRATÉGIE DE LA GRÈVE?

Le discours sur les « secteurs stratégiques » a ceci de pervers qu'ils nous désarme au moment d'affronter la question brûlante que nous pose le mouvement: comment étendre la grève ? Il fait croire à la majorité des secteurs de notre classe que ça ne sert à rien qu'ils fassent grève car il substitue au « Tous ensemble » le « tous avec les cheminots », il démoralise à la première reprise du travail et démobilise, nous rend passi.v.es et spectatric.es. Il permet les bons sondages d'opinions, mais pas de généraliser la grève. Le reflux de la grève à la RATP et la SNCF laisse apparaître des appels à des coordinations nationales d'interpros, de grévistes, des assemblées des assemblées, des rencontres nationales pour la grève générale, etc, sous diverses formes. L'ironie de la multiplication d'appels rivaux à l'unité ne doit pas cacher la question essentielle, stratégique, posée par ces initiatives : que l'absence de grève générale serait liée au manque d'audace des directions syndicales (directions que nous ne défendons pas un instant) et qu'il suffirait donc d'une coordination alternative pour appuyer sur ce fameux bouton rouge qui va bloquer le pays ! Bien souvent ces assemblées peu représentatives s'épuisent en débats calendaires, pour décider de LA date à laquelle les étoiles s'aligneront, et finissent, hélas, par accoucher d'une petite souris, d'une "journée noire" quasiment pas suivie car les grévistes eux-mêmes et elles-mêmes sont peu convaincues. Alors les chef.f.es blâment à nouveau les directions syndicales qui, non contentes de ne pas appeler à la grève générale, seraient maintenant responsables du sabotage des appels des coordinations.

Il n'y a pourtant pas de solution miracle, pas de raccourci vers le grand soir. Si la grève dure et héroïque du tandem RATP/SNCF a tenu le pays en haleine pendant huit semaines, c'est parce que les équipes avaient parcouru le terrain pendant des mois pour organiser et convaincre les collègues. Si ce travail a marché, c'est aussi parce qu'il a labouré une terre fertilisée par le mouvement des gilets jaunes qui a revigoré notre classe. Si ensuite d'autres secteurs se sont mis dans la danse, ce n'est pas sur commande, c'est parce que le mouvement lui-même leur a donné confiance, leur a transmis le virus de la grève.

C'est que la grève n'est pas une simple question logistique, technique, mais elle est avant tout politique. Elle est politique non pas car elle dépend de la volonté politique des directions syndicales, mais parce qu'elle dépend du niveau de confiance de notre classe, forcément hétérogène et ... politique. Sur combien de lieux de travail, dans combien de quartiers, le mécontentement et la volonté de bouger montent mais se heurtent au manque d'organisation, au manque de confiance? Ces questions ne peuvent pas se régler par décret, par appel.

Le travail de terrain est incontournable si nous voulons tirer profit des multiples expériences concrètes de notre classe, si nous voulons gagner, renverser Macron et « son monde de DRH et de CRS ». L'interpro n'est pas une solution miracle mais permet d'agiter au plus près du terrain, car c'est en bas que ça se passe...

*1. https://www.autonomiedeclasse.org/editorial/treve-de-plaisanteries-mettons-macron-a-la-retraite/*

**THOMAS (20È) ET JAD (18È)**

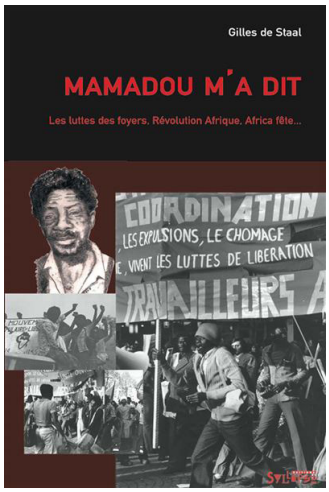
# MAMADOU M'A DIT : LES LUTTES DES FOYERS DES 70'S, RÉVO ! AFRIQUE, L'OCA, AFRICAFÊTE...

MAMADOU M'A DIT EST UN LIVRE MILITANT, UN LIVRE DE MILITANT.E.S, UN LIVRE POUR LES MILITANT.ES. UNE HISTOIRE DE LUTTES. L'HISTOIRE DE LA RENCONTRE, ENTRE JUIN 1969 ET DÉCEMBRE 1982, ENTRE DEUX MONDES, LES « MILITANTS PROFESSIONNELS » DE L'APRÈS 68 ET LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS RÉSIDENTS DANS LES FOYERS POUR MIGRANTS.

## LA LUTTE CONTRE LE «COLONIALISME À DOMICILE »

Ce livre, c'est l'histoire des luttes contre « le colonialisme à domicile», l'histoire des comités de résidents, des grèves des loyers, l'histoire de luttes de l'immigration trop souvent négligées en France. C'est aussi l'histoire d'une époque, d'un journal, Révolution! Afrique, de groupes révolutionnaires sur le continent africain. C'est l'histoire de l'Organisation des Communistes Africains et de comment elle a bravé la répression. C'est l'histoire de la lutte contre le paternalisme, d'où qu'il vienne, des militant.e.s français ou des dignitaires du village, les hiérarchies qui se retrouvent dans l'organisation des foyers. C'est l'histoire d'un internationalisme en actes !

On y apprend comment le travail volontariste et coordonné d'un petit groupe de militant.e.s, en rupture de banc de leurs organisations (La Ligue Communiste puis l'Organisation Communiste




Révolution !) regroupé.e.s dans une « cellule immigration » a abouti à l'une des organisation les plus originale de l'extrême gauche française dans l'après 68. On y apprend une certaine façon de militer, tournée vers l'activisme, la construction de mouvements, de mobilisations de masse tout en s'organisant politiquement, en tissant des liens politiques forts avec des groupes de guérilla au Cameroun ou au Congo (et du coup on apprend l'histoire de ces révolutionnaires tombé.e.s au front pour éviter que les indépendances n'entraînent une mise au pas du formidable élan populaire qu'elles ont soulevé). On y apprend les relations souvent tendues entre l'Organisation des Communistes Africains, qui avait d'emblée une vocation internationaliste et panafricaine, et sa « sœur », Révo ! qui avait parfois du mal à appréhender ce tumultueux « secteur d'intervention », capable de passer dans la clandestinité et de maintenir malgré tout son activité.

## VERS UN « INTERNATIONALISME À DOMICILE »

À l'heure où les foyers sont liquidés, remplacés par des «résidences sociales » aseptisées, «sécurisées », individualisées à l'extrême, laissant les résident.e.s, privés de tout lieu collectif, seuls face à la gestion raciste des bailleurs, mais où la résistance s'organise ; À l'heure du renforcement du néocolonialisme, et où les mobilisations contre la France-Afrique, et en particulier la présence militaire française, s'enracinent sur le continent et dans la diaspora; À l'heure du racisme d'État meurtrier et de la préparation des manifestations des 14 et 21 mars contre les violences policières et le racisme d'Etat, il est plus qu'utile de revenir sur cette histoire et ces histoires trop peu connues, tant des militant.e.s que des résident.e.s des foyers. De renouer les fils de ces luttes pour tracer ensemble les perspectives « d'un internationalisme à domicile », qui, par-delà les différences avec les luttes racontées dans le livre, nous servent de boussole dans nos luttes avec les migrant.e.s, les personnes sans papiers, les résident.e.s des foyers, les habitant.e.s des quartiers populaires, les victimes de violences policières,...

TPP

Une question, une remarque, une polémique ?

**A2C@RISEUP.NET**

Intéressé.e de venir au **prochain week-end** de discussion et d'organisation ?

prochaines dates : **29 FÉVRIER & 1ER MARS**.

**Au programme** : discussion sur la **situation politique**, points théoriques sur la **composition de notre classe** et le **matérialisme marxiste**, ainsi qu'une discussion autour de la **stratégie antifasciste**.

pour plus d'informations n'hésite pas à aller sur notre site : autonomiedeclasse.org

et sur notre page Facebook : A2C - Pour l'Autonomie de classe